ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre-Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones, le 27 mai 1966, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux réseaux de distribution d'émissions de radiodiffusion aux habitations de tiers", a donné le 15 juin 1966 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 27e mei 1966 door de Minister-Staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de netten voor distributie van radio-omroepuitzendingen in de woningen van derden", heeft de 15e juni 1966 het volgend advies gegeven :

Par souci de concordance avec la terminologie employée dans l'article 13 de la loi du 26 janvier 1960, il serait préférable, dans la version néerlandaise du projet, de remplacer les mots "machtiging", "oprichten", "uitbaten", "doorgever" par les mots "vergunning", "aanleggen", "exploiteren", "verdeler".

\+

\+ \+

I. PREAMBULE.

Seul l'article 13 de la loi du 26 janvier 1960 constitue le fondement légal du projet; la mention de l'article 16 doit être omise.

Pour les raisons qui sont indiquées à propos de l'examen de l'article 26, la loi du 14 mai 1930 doit être visée au préambule et doit figurer avant la loi de 1960.

Il convient de viser également l'arrêté royal du 29 janvier 1960, l'article 44, 3°, du projet abrogeant l'article 13 de cet arrêté.

En conséquence, le préambule devrait être rédigé comme suit :

"Vu la loi du 14 mai 1930 sur la radiotélégraphie, la radiotéléphonie et autres radiocommunications, notamment l'article 4;

.../...

Vu la loi du 26 janvier 1960 relative aux redevances sur les appareils récepteurs de radiodiffusion, notamment l'article 13 modifié par la loi du 7 août 1961;

Vu l'arrêté royal du 29 janvier 1960 d'exécution de la loi du 26 janvier 1960 relative aux redevances sur les appareils récepteurs de radiodiffusion, modifié par les arrêtés royaux des 26 mai et 8 septembre 1964;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, de Nos Ministres de la Culture, de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre du Budget ".

II. DISPOSITIF.

Chapitre II.

Le chapitre II est subdivisé en sections; il serait préférable d'omettre cette subdivision, d'autant plus que l'article 2 ne fait partie d'aucune section.

Article 2.

A l'alinéa 1er, il conviendrait de s'en tenir à la règle édictée par le texte légal lui-même qui interdit uniquement l'établissement et l'exploitation d'un réseau sans autorisation du Ministre, d'autant plus qu'il s'agi d'une règle sanctionnée pénalement et qui doit donc être interprétée de manière stricte. En conséquence, l'alinéa 1er devrait être rédigé comme suit :

.../.

"Nul ne peut établir ni exploiter un réseau de distribution d'émissions de radiodiffusion sans avoir obtenu, préalablement, une autorisation écrite du Ministre ayant les télégraphes et les téléphones dans ses attributions, dénommé ci-après le Ministre compétent".

A l'alinéa 3, le mot "également" doit être omis.

Article 3.

A l'alinéa 3, il serait préférable d'écrire : "... la possibilité d'employer, comme appareil récepteur terminal, un appareil récepteur ... ".

Article 4.

Pour tenir compte des obligations dérivant des conventions internationales et notamment de l'article 7 du traité instituant la Communauté économique européenne qui interdit toute discrimination exercée en raison de la nationalité, il y a lieu d'ajouter au 1 : "le tout sous réserve des stipulations des conventions internationales".

Au 3, et à l'alinéa 2, les mots "une caution" et "cette caution" doivent être remplacés respectivement par "un cautionnement" et "ce cautionnement".

A l'alinéa 2, pour assurer une garantie au distributeur, il conviendrait de prévoir que la modification du montant du cautionnement doit faire l'objet d'une décision motivée.

.../...

Article 6.

A l'alinéa 3, eu égard au fait qu'il s'agit d'une autorisation administrative, les mots "par tacite reconduction" doivent être omis.

Article 7.

Alinéas 2 à 5.

La loi du 26 janvier 1960 ne crée aucun monopole en faveur du distributeur et ne permet pas au Roi d'en créer. L'autorisation doit être accordée à toute personne qui réunit les conditions requises.

L'alinéa 2, qui ne constitue qu'un commentaire de la loi, est superflu et peut être omis, et les alinéas 3 à 5, qui prévoient la possibilité de réserver un monopole d'exploitation, manquent de fondement légal.

Alinéa 6.

Il est évident que l'exploitation ne peut dépasser les limites pour lesquelles elle a été autorisée. L'alinéa 6 est donc inutile et doit être omis.

Article 8.

L'alinéa 2 est juridiquement superflu. Il pourrait être omis. Si le Gouvernement estime néanmoins utile de le maintenir, il pourrait être rédigé comme suit :

.../...

"Toute installation, sur le domaine public ou sur les propriétés privées, des conducteurs de la distribution et de leurs supports est subordonnée à l'autorisation de la personne publique ou du propriétaire intéressés".

Article 9.

L'alinéa 1er gagnerait à être rédigé de la manière suivante :

"L'autorisation fixe le délai dans lequel le réseau de distribution d'émissions de radiodiffusion doit être mis en service sur l'ensemble du territoire pour lequel elle est accordée".

Article 10.

Cet article, qui n'existe pas dans l'arrêté royal du 12 novembre 1934, interdit au distributeur de mettre en vente ou en location, d'installer ou d'entretenir des postes récepteurs assurant la réception d'émissions de même nature que celles qui sont transmises par son réseau.

Cette disposition restreint le droit du distributeur de faire commerce de postes de radiodiffusion; elle porte atteinte au principe de la liberté du commerce.

.../...

Les restrictions au principe de la liberté du commerce et de l'industrie constituent une des matières qui, traditionnellement, sont réservées au législateur. Aucune disposition de la loi du 26 janvier 1960 ne donne, à cet égard, de pouvoirs au Roi.

En disposant que le Roi détermine les conditions auxquelles est subordonnée l'autorisation d'établir et d'exploiter un réseau de distribution de radiodiffusion l'article 13 de la loi n'a donné au Roi que des pouvoirs qui sont nécessairement limités en fonction du but poursuivi, c'est-à-dire la distribution de la radiodiffusion dans les habitations de tiers.

L'article 10 du projet manque dès lors de fondement légal.

Article 11.

A l'alinéa 2, les mots "par exemple" gagneraient à être remplacés par "notamment".

Article 12.

A l'alinéa 2, la référence à la loi du 26 janvier 1960 doit être omise. C'est, en effet, le Roi qui, en vertu de l'article 13 de la loi, fixe les redevances. Les redevances étant fixées dans l'article 34 du projet, c'est cette seule référence qui doit être maintenue dans l'article 12.

.../...

Article 14.

L'alinéa 1er n'a pas la portée que sa rédaction en termes généraux semble indiquer. En effet, l'abonné n'a le choix de l'appareil récepteur terminal que si cet appareil est normal. Dans les cas où le réseau de distribution imposerait un appareil récepteur terminal simplifié, le choix de l'abonné n'existe pas.

L'alinéa 1er devrait être modifié de telle sorte qu'aucune équivoque ne subsiste à cet égard.

Article 18.

A la fin de l'alinéa 1er, les mots "sur au moins deux des canaux" doivent être remplacés par "au moins sur deux des canaux".

A l'alinéa 2, il conviendrait, afin de distinguer clairement les communes sans régime spécial des régions unilingues, de rédiger le texte comme suit :

"Dans les communes sans régime linguistique spécial des régions unilingues du pays, les émissions transmises sur les deux canaux sont choisies parmi les émissions qui ont lieu dans la langue dont l'emploi est imposé dans ces régions en vertu de la législation relative à l'emploi des langues en matière administrative".

Pour se conformer à la terminologie de la loi du 2 août 1963, l'alinéa 3 devrait être rédigé comme suit :

.../...

"Dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale et dans les communes à régime linguistique spécial, les émissions transmises sur les deux canaux sont de langue différente et choisies parmi les émissions qui ont lieu dans les deux langues dont la législation précitée autorise l'emploi".

A l'alinéa 4, les mots "en outre" sont superflus et doivent être omis.

L'alinéa 5 devrait être rédigé de la manière suivante :

"Dans les communes sans régime linguistique spécial des régions unilingues, ces communications et informations sont transmises dans la langue de la région. Dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale et dans les communes à régime linguistique spécial, elles sont transmises dans les deux langues dont la législation relative à l'emploi des langues en matière administrative autorise l'emploi".

Article 19.

A cet article, les mots "outre les" devraient être remplacés par les mots "en dehors des".

.../...

Article 22.

A l'alinéa 2, la disposition reprise sub b est insuffisante. Si certains accords internationaux prévoient l'autorisation expresse de l'exploitant pour que le distributeur puisse retransmettre les émissions de cet exploitant, d'autres accords prévoient ou pourront prévoir l'interdiction de retransmettre des émissions. Il est proposé dans le texte qui suit, de couvrir sous une réserve très générale ces diverses hypothèses;

"Article 22.-

Sous réserve des stipulations des conventions internationales, le distributeur peut transmettre les émissions de toute autre station de radiodiffusion télévisuelle autorisée par le pays où elle est établie.

Est, toutefois, interdite la transmission :

1° des émissions revêtant un caractère de publicité commerciale;

2° des émissions des stations commerciales de radiodiffusion télévisuelle que le Ministre compétent désigne sur avis conforme des Ministres dont relèvent les Instituts de la radiodiffusion-télévision belge".

L'intitulé du chapitre VII serait mieux rédigé comme suit : "Dispositions générales".

.../...

Article 26.

Il paraît douteux que l'article 13 de la loi du 26 janvier 1960, qui donne au Roi le pouvoir de fixer les conditions dans lesquelles une autorisation d'établir un réseau de distribution de radiodiffusion sera accordée, lui permette d'imposer des obligations aux abonnés ou à des tiers.

La loi du 14 mai 1930 sur la radiotélégraphie, la radiotéléphonie et les autres radiocommunications fournit à cette disposition un fondement plus sûr. L'article 4 de cette loi dispose, en effet, que le Roi arrête les règlements d'administration et de police relatifs à la radiotélégraphie, à la radiotéléphonie et aux autres radiocommunications. L'article 26 du projet ayant pour objet la protection des émissions de radiodiffusion, il rentre dans les pouvoirs de police du Roi en la matière d'assurer cette protection. Il y a lieu, dès lors, de viser au préambule de l'arrêté en projet la loi du 14 mai 1930.

Article 27.

Il ressort des explications du fonctionnaire délégué que les mesures nécessaires pour prévenir tout usage du réseau non conforme à l'arrêté, sont des mesures de contrôle ou de dépistage de tout usage abusif. Il ne s'agit donc pas, comme le projet l'indique, de mesures préventives.

.../...

Si le verbe "mésuser" existe, le mot "mésusage" ne figure pas dans le dictionnaire. La fin de la dernière phrase de l'article pourrait être rédigée comme suit : "... qui, à sa connaissance, font d'une installation quelconque du réseau un usage non conforme au présent arrêté".

Article 33.

Aucune disposition légale n'autorise le Roi à édicter, en la matière, des règles relatives à la responsabilité de l'Etat, de la Régie des télégraphes et des téléphones, et des Instituts de la radiodiffusion-télévision belge. En conséquence, cet article doit être omis.

Article 34.

A l'alinéa 1er, la fin de la phrase doit être rédigée comme suit : "... une redevance égale à celle qui est prévue aux articles 1er, 2 ou 3 de la loi du 26 janvier 1960, modifiée par la loi du 24 juin 1963".

Article 35.

La rédaction suivante est proposée pour cet article :

.../...

"Article 35.-

Le distributeur est tenu de payer pour chaque appareil récepteur de radiodiffusion utilisé pour la transmission ou le contrôle des programmes distribués par le réseau de distribution d'émissions de radiodiffusion, la redevance prévue, selon le cas, à l'article 1er ou 2 de la loi du 26 janvier 1960. Ce paiement couvre la détention simultanée, dans les locaux affectés à l'exploitation du réseau, de l'ensemble des appareils récepteurs de radiodiffusion et des appareils récepteurs terminaux permettant la réception des émissions de radiodiffusion de même nature que celles transmises par le réseau".

Article 37.

L'alinéa 2 gagnerait à être rédigé comme suit :

"La redevance due pour chacun des appareils visés sub b est égale à la moitié de la redevance prévue à l'article 34 pour les appareils ... ".

Article 38.

Au a, in fine, les mots "dans les mêmes conditions" devraient être remplacés par les mots "de la même manière".

.../...

Article 39.

A l'alinéa 1er, le mot "mésusage" devrait être remplacé par "usage non conforme aux dispositions du présent arrêté".

Alinéas 2 et 3.

Les dispositions des alinéas 2 et 3 ne peuvent faire échec aux règles qui régissent le fonctionnement de la Caisse des dépôts et consignations.

Dans la mesure où le Gouvernement entendrait déroger à ces règles, les alinéas 2 et 3 manqueraient de fondement légal.

Article 40.

A cet article, il y a lieu de supprimer les mots "du présent arrêté".

Article 41.

A l'alinéa 2, il faut écrire "article 6, alinéa 4".

Article 43.

En tant qu'il prévoit la privation temporaire ou définitive du raccordement pour l'abonné qui a méconnu les dispositions de l'arrêté, cet article ajoute une sanction qui n'est pas prévue dans le

.../...

système établi par le législateur. A défaut de disposition légale, il n'appartient pas au Roi de s'immiscer dans les rapports entre le distributeur et l'abonné. En conséquence, dans l'article 43, doivent être omises toutes les dispositions relatives à l'abonné.

En ce qui concerne le distributeur, le retrait de l'autorisation n'est pas une sanction, mais la conséquence de l'inobservation temporaire ou définitive d'une des conditions mises à l'octroi de l'autorisation.

Le chapitre XI devrait donc être intitulé "Retrait de l'autorisation".

Article 44.

L'article 44 devrait être subdivisé en deux articles, l'un contenant les dispositions abrogatoires, l'autre les dispositions transitoires.

Ces articles peuvent être rédigés comme suit :

"Article 44.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 12 novembre 1934 relatif à la distribution à domicile de la radiodiffusion;

2° l'arrêté du Régent du 27 décembre 1944 relatif à la distribution à domicile de la radiodiffusion, modifié par l'arrêté du Régent du 31 mars 1947;

.../...

3° l'article 13 de l'arrêté royal du 29 janvier 1960 d'exécution de la loi du 26 janvier 1960 relative aux redevances sur les appareils récepteurs de radiodiffusion;

... (les 4° à 6° comme au projet) ...

Article 45.-

Les distributeurs d'émissions de radiodiffusion sonore qui ont obtenu leur autorisation sur base de la réglementation abrogée, disposent d'un délai de neuf ans ... (le reste comme à l'article 44, alinéas 2 à 5, du projet, sauf qu'au dernier alinéa il y a lieu d'écrire "avant la publication au Moniteur belge").

\+

\+ \+

La formule figurant in fine de l'annexe doit s'écrire comme suit :

"Vu pour être annexé à l'arrêté royal du ... ".

Ter wille van de algemene overeenstemming is het gewenst, de in het ontwerp gebruikte termen "machtiging' "oprichten", "uitbaten", "doorgever", te vervangen door de terminologie uit de wet van 26 januari 1960, namelijk onderscheidenlijk "vergunning", "aanleggen", "exploiteren", "verdeler".

\+

\+ +

I. AANHEF.

Alleen artikel 13 van de wet van 26 januari 1960 levert rechtsgrond op voor het ontwerp ; de vermelding van artikel 16 moet vervallen.

Om de redenen die hierna zijn opgegeven bij het onderzoek van artikel 26, moet de wet van 14 mei 1930 in de aanhef worden vermeld, en wel vóór de wet van 1960.

Ook behoort te worden verwezen naar het koninklijk besluit van 29 januari 1960 ; artikel 44, 3°, van het ontwerp heft immers artikel 13 van dat besluit op.

De aanhef zou dan ook als volgt moeten worden gelezen :

"Gelet op de wet van 14 mei 1930 op de radiotelegrafie, de radiotelefonie en andere radioverbindin inzonderheid op artikel 4 ;

..

Gelet op de wet van 26 januari 1960 betreffende de taksen op de toestellen voor het ontvangen van radio-omroepuitzendingen, inzonderheid op artikel 13 gewijzigd bij de wet van 7 augustus 1961 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 januari 1960 ter uitvoering van de wet van 26 januari 1960 betreffende de taksen op de toestellen voor het ontvangen van radio-omroepuitzendingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 26 mei en 8 september 1964 ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie, van Onze Ministers van Cultuur, van Onze Minister van Financiën en van Onze Minister van Begroting ".

II. ARTIKELEN.

HOOFDSTUK II.

Hoofdstuk II is onderverdeeld in afdelingen ; die onderverdeling zou beter achterwege worden gelaten, te meer daar artikel 2 niet onder een afdeling staat.

.../...

Artikel 2.

In het eerste lid houde men zich aan de regel van de wettekst zelf, die alleen verbiedt een net aan te leggen en te exploiteren zonder vergunning van de Minister, te meer daar het gaat om een regel waarop straf is gesteld en die dus in enge zin moet worden uitgelegd. Het eerste lid zou dan ook als volgt moeten worden gelezen :

"Niemand mag een net voor distributie van radio-omroepuitzendingen aanleggen of exploiteren zonder vooraf een schriftelijke vergunning te hebben verkregen van de Minister tot wiens bevoegdheid de telegrafie en de telefonie behoren, hierna de bevoegde Minister genoemd".

In het derde lid moet het woord "eveneens" vervallen.

Artikel 3.

In het derde lid van de Franse tekst kan beter worden gelezen : "... la possibilité d'employer, comme appareil récepteur terminal, un appareil récepteur ...".

Artikel 4.

Ten einde rekening te houden met de verplicht die ontstaan uit internationale overeenkomsten,en inzor heid uit artikel 7 van het verdrag tot oprichting van Europese Economische Gemeenschap dat elke discriminati op grond van nationaliteit verbiedt, moet aan de tekst onder 1 worden toegevoegd : "een en ander onder voorb van hetgeen de internationale overeenkomsten bepalen"

Onder 3 en in het tweede lid van de Franse tekst moeten de woorden "une caution" en "cette caution" onderscheidenlijk worden vervangen door "un cautionnement" en "ce cautionnement".

Ten einde de verdeler zekerheid te verschaffen, dient in het tweede lid te worden bepaald dat de wijziging van het bedrag van de borgtocht moet geschieden bij gemotiveerde beslissing.

Artikel 6.

Aangezien het gaat om een administratieve vergunning, moet het woord "stilzwijgend" in het derde lid vervallen.

Artikel 7.

Tweede tot vijfde lid.

De wet van 26 januari 1960 stelt geen monopolie in ten behoeve van de verdeler en machtigt de Koning niet er een in te stellen. De vergunning moet worden verleend aan eenieder die aan de gestelde eisen voldoet.

Het tweede lid is slechts een commentaar op de wet en kan als overbodig vervallen ; de alinea's 3 tot die de mogelijkheid tot het vestigen van een exploitatie monopolie in het vooruitzicht stellen, hebben geen rechtsgrond.

...

Zesde lid.

Dat de exploitatie niet verder mag reiken dan het gebied waarvoor zij is vergund, spreekt vanzelf. Het zesde lid moet dus als overbodig vervallen.

Artikel 8.

Het tweede lid is juridisch overbodig en kan vervallen. Meent de Regering echter dat het beter wordt behouden, dan kan het als volgt worden gelezen :

"Voor iedere installatie van distributiegeleidingen en hun draagstellen op het openbaar domein of op particuliere eigendommen is toestemming vanwege de betrokken overheidspersoon of eigenaar vereist".

Artikel 9.

Het eerste lid kan beter als volgt worden gelezen :

"De vergunning bepaalt binnen welke termijn het net voor distributie van radio-omroepuitzendingen in dienst moet worden gesteld over het ganse grondgebied waarvoor zij is verleend".

.../...

Artikel 10.

Dit artikel, dat niet bestaat in het koninklijk besluit van 12 november 1934, legt aan de verdeler verbod op ontvangtoestellen waarmede uitzendingen kunnen worden ontvangen als door zijn net worden doorgegeven, te verkopen, te verhuren, te installeren of te onderhouden.

Deze bepaling beperkt het recht van de verdeler om handel te drijven in radio-omroepontvangtoestellen en doet afbreuk aan het beginsel van de vrijheid van handel.

De beperkingen op het beginsel van de vrijheid van handel en nijverheid behoren tot de materie die traditioneel door de wetgever wordt geregeld. Geen bepaling van de wet van 26 januari 1960 verleent in dat opzicht bevoegdheid aan de Koning.

Waar artikel 13 van de wet bepaalt dat de Koning de voorwaarden vaststelt die aan de vergunningen tot aanleg of exploitatie van een net voor distributie van radio-omroepuitzendingen verbonden zijn, heeft het de Koning slechts een bevoegdheid gegeven die noodzakelijk haar beperking vindt in het beoogde doel, namelijk de distributie van radio-omroepuitzendingen in woningen van derden.

Artikel 10 van het ontwerp heeft dus geen rechtsgrond.

.../...

Artikel 11.

De tweede en laatste volzin van het tweede lid leze men als volgt :

"Hij kan onder meer voorschrijven dat geheel of gedeeltelijk ondergrondse kabels moeten worden gebruikt".

Artikel 12.

In het tweede lid moet de verwijzing naar de wet van 26 januari 1960 vervallen. Krachtens artikel 13 van de wet immers worden de taksen door de Koning vastgesteld. Nu zij in artikel 34 van het ontwerp worden vastgesteld, moet alleen die verwijzing in artikel 12 blijven staan.

Artikel 14.

Het eerste lid heeft in werkelijkheid niet de strekking welke zijn algemene bewoordingen schijnen aan te geven. De abonnee mag het eindontvangtoestel immers alleen maar kiezen voor zover dat toestel normaal is. Ingeval het distributienet een vereenvoudigd eindontvangtoestel noodzakelijk mocht maken, heeft de abonnee geen keuze.

Het eerste lid zou zo moeten worden gewijzigd dat geen dubbelzinnigheid blijft bestaan.

Artikel 18.

Aan het slot van het eerste lid vervange men de woorden "op ten minste twee distributiekanalen doorgeven" door "ten minste op twee distributiekanalen doorgeven".

Opdat de gemeenten zonder speciale regeling uit de eentalige gebieden duidelijk worden onderscheiden, stelle men het tweede lid als volgt :

"In de gemeenten zonder speciale taalregeling uit de eentalige gebieden van het land, worden de op de twee kanalen doorgegeven uitzendingen gekozen uit die welke plaatshebben in de taal waarvan het gebruik in die gebieden is voorgeschreven krachtens de wetgeving op het gebruik van de talen in bestuurszaken".

Overeenkomstig de terminologie van de wet van 2 augustus 1963, leze men het derde lid als volgt :

"In het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad en in de gemeenten met speciale taalregeling worden de uitzendingen op de twee kanalen in verschillen taal doorgegeven en gekozen uit die welke plaatshebben in de twee talen waarvan het gebruik door eerdervermeld wetgeving is toegestaan".

In het vierde lid moet het woord "daarenbove als overbodig vervallen.

..

Het vijfde lid zou als volgt moeten worden gelezen :

"In de gemeenten zonder speciale taalregeling uit de eentalige gebieden, worden die mededelingen en nieuwsberichten doorgegeven in de taal van het gebied. In het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad en in de gemeenten met speciale taalregeling worden zij doorgegeven in de twee talen waarvan het gebruik door de wetgeving op het gebruik van de talen in bestuurszaken is toegestaan".

Artikel 19.

In de Franse tekst van dit artikel vervange men de woorden "outre les" door "en dehors des".

Artikel 22.

In het tweede lid is de bepaling onder b onvoldoende. Krachtens een aantal internationale akkoorden is weliswaar de uitdrukkelijke toestemming van de exploitant vereist opdat de verdeler de uitzendingen van die exploitant verder mag doorgeven, maar andere akkoorden verbieden of zullen kunnen verbieden dat uitzendingen worden doorgegeven. In de hiernavolgende tekst is voor gesteld voor die verschillende mogelijkheden een zeer algemeen voorbehoud te formuleren :

"Artikel 22.-

Onder voorbehoud van het bepaalde in de internationale overeenkomsten, mag de verdeler de uitzendingen doorgeven van enig ander station voor omgeroepen televisie-uitzendingen dat een vergunning heeft van het land waar het gevestigd is.

Nochtans mogen niet worden doorgegeven :

1° uitzendingen die het karakter van handelsreclame dragen ;

2° uitzendingen van commerciële stations voor omgeroepen televisieuitzendingen, welke de bevoegde Minister aanwijst op eensluidend advies van de Ministers onder wie de Instituten der Belgische Radio en Televisie ressorteren".

Het opschrift van hoofdstuk VII kan beter als volgt worden gelezen : "Algemene Bepalingen".

Artikel 26.

Het is zeer de vraag of artikel 13 van de wet van 26 januari 1960, dat de Koning bevoegd maakt tot het vaststellen van de voorwaarden waaronder een vergunning tot aanleg of exploitatie van een net voor distributie van radio-omroepuitzendingen wordt verleend, hem er ook toe machtigt aan abonnees of aan derden verplichtinger op te leggen.

De wet van 14 mei 1930 op de radiotelegrafie, de radiotelefonie en andere radioverbindingen biedt voor die bepaling een vastere grondslag. Artikel 4 van die wet stelt immers dat de Koning de reglementen van beheer en van politie betreffende de radiotelegrafie, de radiotelefonie en andere radioverbindingen bepaalt. Artikel 26 van het ontwerp heeft tot onderwerp de bescherming van de radio-omroepuitzendingen en het behoort dus mede tot 's Konings politiebevoegdheid terzake, in die bescherming te voorzien. Derhalve moet in de aanhef van het ontwerpbesluit worden verwezen naar de wet van 14 mei 1930.

Artikel 27.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, zijn de maatregelen om elk gebruik van het net, dat niet overeenstemt met het besluit, te voorkomen, maatregelen om ieder misbruik te controleren of op te sporen. Het gaat dus niet om maatregelen ter voorkoming, zoals het ontwerp zegt.

De laatste volzin van het artikel kan als volgt worden gelezen :

"Hij moet aan de Minister mededelen wie bij zijn weten enige installatie van het net gebruikt op een wijze die niet strookt met dit besluit".

.../.

Artikel 33.

Geen wetsbepaling machtigt de Koning ertoe in dezen regelen te stellen betreffende de verantwoordelijkheid van de Staat, de Regie van Telegrafie en Telefonie en de Instituten der Belgische Radio en Televisie. Dit artikel moet dus vervallen.

Artikel 34.

In het eerste lid moet het slot van de volzin als volgt worden gelezen : "... een taks ingevoerd, gelijk aan die welke bepaald is in de artikelen 1, 2 of 3 van de wet van 26 januari 1960, gewijzigd bij de wet van 24 juni 1963".

Artikel 35.

Voorgesteld wordt, dit artikel als volgt te lezen

"Artikel 35.-

De verdeler moet voor elk radio-omroepontvangtoestel dat wordt gebruikt voor het doorgeven van de programma's over het net voor distributie van radio-omroepuitzendinge of voor het controleren van die programma's, de taks betalen die naar gelang van het geval in artikel 1 of in artikel 2 van de wet van 26 januari 1960 bepaald is. Die betaling volstaat voor het gelijktijdig bezit, in d voor de exploitatie van het net bestemde lokalen, van gezamenlijke radio-omroepontvangtoestellen en eind-ontvangtoestellen voor het ontvangen van radio-omroepu zendingen van dezelfde aard als door het net worden doorgegeven".

Artikel 37.

Het tweede lid kan beter als volgt worden gelezen

"De taks verschuldigd voor elk van de onder b bedoelde toestellen is gelijk aan de helft van de taks die in artikel 34 is bepaald voor ...".

Artikel 38.

De laatste volzin van de tekst onder a leze men als volgt :

"Het wordt op dezelfde wijze aan de verdeler teruggezonden".

Artikel 39.

In het eerste lid dient het woord "misbruik" te worden vervangen door "gebruik dat niet strookt met de bepalingen van dit besluit".

Tweede en derde lid.

De bepalingen van het tweede en het derde lid mogen geen afbreuk doen aan de regelen betreffende de werking van de Deposito- en Consignatiekas.

Voor zover de Regering van die regelen mocht willen afwijken, zouden het tweede en het derde lid geen rechtsgrond hebben.

..

Artikel 40.

In dit artikel moeten de woorden "in het artikel 38 van dit besluit" worden vervangen door "in artikel 38".

Artikel 41.

Het tweede lid moet als volgt worden gelezen :

"De stopzetting moet ter kennis worden gebracht overeenkomstig de bepalingen van artikel 6, vierde lid".

Artikel 43.

Inzover dit artikel voorziet in de tijdelijke of definitieve ontzegging van de aansluiting voor de abonnee die de bepalingen van het besluit heeft miskend, voegt het een sanctie toe welke de door de wetgever ingestelde regeling niet kent. Bij gemis van wetsbepaling, staat het niet aan de Koning zich te mengen in de verhoudingen tussen verdeler en abonnee. In artikel 43 moeten dan ook alle bepalingen betreffende de abonnee vervallen.

Voor de verdeler is de intrekking van de vergunning geen sanctie, maar het gevolg van het feit dat hij tijdelijk of voorgoed niet voldoet aan een van de eisen voor toekenning van de vergunning.

Het opschrift van hoofdstuk XI zou dus moeten luiden : "Intrekking van de vergunning".

...

Artikel 44.

Artikel 44 zou in twee artikelen moeten worden gesplitst : een voor de opheffingsbepalingen en een voor de overgangsbepalingen.

Die artikelen kunnen dan als volgt worden gelezen

"Artikel 44.-

Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 12 november 1934 betreffende de distributie aan huis van radio-omroep ;

2° het besluit van de Regent van 27 december 1944 betreffende de distributie aan huis van radio-omroep, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 31 maart 1947 ;

3° artikel 13 van het koninklijk besluit van 29 januari 1960 ter uitvoering van de wet van 26 januari 1960 betreffende de taksen op de toestellen voor het ontvangen van radio-omroepuitzendingen ;

4° tot 6° ...(zoals in het ontwerp) ... .

Artikel 45.-

De verdelers van klankuitzendingen van de radio-omroep die hun vergunning hebben verkregen op grond van de

.../...

opgeheven reglementering, beschikken over een termijn van negen jaar ... (voorts zoals in artikel 44, tweede tot vijfde lid, van het ontwerp , behalve dan in het laatste lid, waar moet worden gelezen : "... vóór de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad ...").

+

\+ +

Het formulier aan het slot van de bijlage moet in de Franse versie als volgt worden gesteld :

"Vu pour être annexé à l'arrêté royal du ...".

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	G.HOLOYE,	conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter,
	G.VAN BUNNEN, J.MASQUELIN,	conseillers d'Etat, staatsraden,	
	J.ROLAND, R.PIRSON,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.DE LEUZE,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.J.COOLEN, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.COOLEN, substituut.

LE GREFFIER — DE GRIFFIER, — LE PRESIDENT — DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE. — (s.) G.HOLOYE.